peu de recul avec la perspective sociologique et adopte une démarche plus normative, détaillant les risques d'une approche trop abstraite de l'environnement qui chercherait à objectiver la nature pour mieux la gouverner et, ce faisant, passerait à côté de sa spécificité : un objet vivant et imprévisible. La construction des motifs légitimes requiert de la part des scientifiques un rôle et une éthique particuliers : il revient aux chercheurs par leurs choix théoriques et pratiques d'explorer et d'expliciter les motifs environnementaux qui garantissent une biodiversité la plus grande possible, incluent des publics différents et questionnent les explications « culturalistes » si promptes à figer les manières de percevoir nos environnements.

José-Frédéric Deroubaix
(École des ponts ParisTech, Leesu, Champs-sur-Marne, France)
j.deroubaix@enpc.fr

Deux lectures d'un même ouvrage

Biomasse.
Une histoire de richesse et de puissance
Benoît Daviron
Quæ, 2019, 391 p.

Avec son ouvrage *Biomasse. Une histoire de richesse et de puissance* publié en 2019 chez Quæ, c'est une mise en perspective géohistorique large du débat sur la « transition écologique de l'agriculture » que nous propose Benoît Daviron. Si cette transition est généralement présentée comme désirable, c'est toutefois selon lui en véhiculant une vision réductrice, voire naïve, des conditions de la transformation du modèle de « l'agriculture conventionnelle », renvoyées à une détermination technologique et à une vision européo-centrée de l'évolution des systèmes alimentaires. Déterminé à éclairer les ressorts profonds du changement des systèmes, B. Daviron nous invite à un vaste « détour » par l'histoire et à un décentrement résolu du regard. Pour ce faire, il se propose de reconstituer les origines géographiques, sociales et économiques de cette agriculture dite « conventionnelle », et d'en retracer la trajectoire dans l'économie-monde, articulant les concepts d'empire et d'économie de la biomasse dans une fresque partant du XVIe siècle et aboutissant à notre temps présent.

Spécialiste de l'économie agricole et des politiques agricoles internationales, B. Daviron mobilise ici des lectures extrêmement diversifiées, articulant des connaissances en agronomie, en économie, en géographie et en sciences politiques à une trame historique particulièrement dense. Les trente pages de références bibliographiques reproduites à la fin de l'ouvrage attestent l'étendue des domaines de connaissance, la diversité des thématiques, la multiplicité des sources d'inspiration et la richesse d'analyse dont est nourri ce que l'on ne peut appeler un essai, mais qu'il convient plutôt de qualifier de « somme ».

La force de l'ouvrage et son originalité tiennent à une problématique déjà en gestation dans un ouvrage antérieur, intitulé *Transformations agricoles et agroalimentaires. Entre écologie et capitalisme*, coordonné par B. Daviron et Gilles Allaire et publié en 2017 aux éditions Quæ. Les contributions d'économistes « hétérodoxes » et de sociologues qui composaient ce volume interrogeaient déjà la « transition écologique et énergétique » de l'agriculture mondiale. Mais, sans en être absents, les antécédents historiques de la transformation du modèle agricole et alimentaire n'y étaient pas étudiés de manière unifiée. C'est justement ce que propose B. Daviron avec ce nouvel ouvrage. Fidèle à l'approche du temps historique des économistes, il construit sa démonstration et sa narration selon une logique principalement diachronique, scandée par des phases successives bien identifiées. Tout au long de son récit, l'auteur se délecte d'un minutieux travail d'assemblage des faits et des analyses, aiguisé par sa pratique pluridisciplinaire au sein du CIRAD, mais enrichi d'une passion pour la longue durée historique beaucoup moins commune. Sa problématique croise deux grands axes de réflexion. Le premier articule la notion, ingénieriale et agronomique, de « biomasse », avec le concept de « métabolisme social ». Le deuxième axe d'investigation cherche à appréhender la dimension géopolitique de l'économie agricole et alimentaire à travers le concept de « puissance hégémonique » appliqué à l'analyse historique de l'émergence et du développement de l'économie-monde théorisée par Fernand Braudel, mais dans une perspective proche de celle d'Immanuel Wallerstein[1].

Le terme de biomasse désigne l'ensemble des matières qui composent les organismes vivants ou qui en sont issues, matières pouvant se transformer en énergie. Déjà mobilisé dans les approches industrialistes du développement agricole des années 1970-1980, ce concept a été récemment requalifié par les réflexions et les projets politiques sur le développement de la « bioéconomie ». Reprenant une conception holiste familière aux historiens de l'environnement, à l'instar de Geneviève Massard-Guilbaud, B. Daviron considère qu'« à l'image d'un organisme vivant, une société consomme des ressources et produit des déchets, ce dont rend compte le terme "métabolisme", emprunté à la biochimie » (p. 16). Cette

[1] Sociologue et historien des systèmes économiques, Immanuel Wallerstein développe une vive critique du capitalisme mondialisé, soulignant les effets de domination et de dépendance qui caractérisent un système-monde (l'ordre économique international) soumis à l'impérialisme.

analogie lui permet, et c'est un intérêt majeur de sa thèse, de faire tenir ensemble de manière cohérente les dimensions alimentaire, énergétique et environnementale des activités agricoles, généralement appréhendées séparément.

Cette analogie permet également à l'auteur de tenir à distance le modèle du marché comme matrice principale permettant de penser l'organisation de la production et des échanges dans une société, postulant qu'il n'est pas pertinent d'appréhender la question de la biomasse simplement au travers des flux de marchandises, des transactions et des prix. Loin d'une économie purement monétaire et mercantile, l'approche de B. Daviron se concentre sur les flux de matière et d'énergie qui traversent les sociétés. Dans cette économie, la comptabilité des ressources et de leurs usages doit aussi être faite en termes physiques. Et cette économie est également tissée elle-même de politiques publiques et de régulations, d'institutions et de rapports de domination.

Autour de cette question de la domination et du gouvernement de la biomasse, B. Daviron offre une construction historique organisée des origines et des usages, des transports et des destinations, des accroissements et des extractions des produits agricoles. Pour lui, ce n'est pas uniquement l'objectif de « faire de l'argent avec de l'argent » qui dynamise le capitalisme, c'est aussi une logique de domination, donc de rivalités, s'exerçant à l'échelle mondiale. Il reprend ainsi à son compte la notion d'« hégémonie », qui présente l'intérêt « de considérer la puissance comme un moteur au même titre que la recherche de la richesse » (p. 14). Il n'y a pas d'accumulation de richesse et de puissance sans mobilisation de quantités croissantes d'énergie et de matière. Il interroge alors « les hégémonies et leur rapport à la biomasse pour analyser les logiques qui président aux changements dans l'agriculture » (p. 10), ce qui lui permet de retracer la trajectoire historique qui conduit à l'agriculture « conventionnelle » telle qu'elle se présente à l'échelle du monde aujourd'hui.

L'étude, qui couvre près de quatre siècles est à la fois comparative entre différentes régions du monde, et globale, mettant au premier plan les échanges économiques et les rapports de pouvoir inter et intra régionaux. L'auteur, qui s'appuie sur une périodisation inspirée des auteurs classiques de l'analyse géohistorique, au premier rang desquels Fernand Braudel, distingue trois grands temps « comme une succession de phases durant lesquelles s'étaient imposés des hégémons successifs (Provinces-Unies, Royaume-Uni, États-Unis) » (p. 9). Dès la fin du XVIe siècle, les Provinces-Unies (aujourd'hui les Pays-Bas) s'affirment comme la puissance économique et militaire qui domine l'économie-monde européenne pendant un siècle. Leur hégémonie repose sur leur capacité à mobiliser la biomasse de territoires lointains, périphériques ou extérieurs à son économie marchande, dans un contexte de « régime métabolique solaire ». Dès le XVIIe siècle, la domination néerlandaise est battue en brèche par l'hégémon anglais, à la lutte avec la volonté hégémonique française, mais qui peut s'appuyer sur toute la force de sa révolution industrielle et sur ses ressources en charbon, selon l'analyse de Kenneth Pomeranz. Dans les époques du système-monde qui se succèdent ensuite à un rythme croissant, les rivalités et les conflits font rage, entre la France et le Royaume-Uni d'abord, puis avec l'Allemagne au XIXe siècle, alors que l'énergie fossile devient plus que jamais le régime métabolique majeur. Pourtant forte de sa chimie, l'Allemagne est débordée par l'hégémon américain qui s'impose au milieu du XXe siècle. « C'est chez eux que se peaufine le modèle de "l'agriculture conventionnelle" », écrit l'auteur. Cette agriculture est doublement marquée du sceau de la chimie, autant comme discipline scientifique que comme secteur industriel. B. Daviron voit en effet dans la chimie agricole « l'origine de la spécialisation de l'agriculture sur la production alimentaire » (p. 356).

Au final, l'ouvrage n'est certainement pas un manuel d'économie de l'agriculture ni vraiment un ouvrage d'histoire économique. Il s'apparente plutôt à un ouvrage de géopolitique historique ou de géohistoire économique, support d'une proposition de relecture stimulante du débat actuel sur le concept de « transition ». L'originalité et l'ambition du projet confèrent à la lecture de ce livre un grand intérêt, même si la densité du texte n'en facilite pas l'appropriation. En effet, l'auteur est soucieux de convaincre en fournissant au lecteur une très grande richesse de connaissances factuelles aussi bien qualitatives que quantitatives, en même temps que tous les éléments de preuve essentiels à la compréhension de la thèse défendue. L'ouvrage regorge ainsi d'encadrés explicatifs, de tableaux informatifs et de graphiques démonstratifs. Dense et foisonnant, il a pourtant le très grand mérite de ne jamais s'écarter de sa ligne directrice, permettant une mise en débat transparente de cette lecture « macro » et holiste de la dynamique du système-monde.

Si la mise en perspective historique que propose B. Daviron a le grand mérite, pour chaque période, de considérer la biomasse dans la totalité de ses sources et de ses usages, alimentaires et énergétiques en particulier, elle ne présente pas toutefois une remise en cause des périodisations héritées des travaux classiques d'histoire économique. Le concept de biomasse ne permet-il pas de penser autrement la chronologie de l'histoire des rapports entre sociétés et ressources ? Le prisme environnemental de la relecture des dynamiques agraires amène-t-il seulement à requalifier des approches de type marxiste en termes de travail et de production, ou ne peut-il aussi permettre de reconsidérer les rapports entre pratiques ménagères et minières, vivrières et commerciales,

métropolitaines et coloniales des systèmes d'exploitation de la biomasse ? Il reste que cet ouvrage ouvre un réel éclairage conceptuel et cognitif sur le rapport entre logiques impériales et biomasse, susceptible de faire vivre un débat moins étriqué sur les « systèmes alimentaires », en accordant toute l'importance qu'elle mérite à la mise en perspective historique. À cet égard, l'objectif de B. Daviron de susciter un « nouveau regard sur l'agriculture » est pleinement atteint.

Egizio Valceschini
(INRAE, Comité d'histoire, Paris, France)
egizio.valceschini@inrae.fr

***

L'ouvrage se présente modestement comme une nouvelle histoire de l'agriculture visant à « expliquer l'origine et les caractéristiques de l'agriculture dite conventionnelle », c'est-à-dire de l'agriculture basée sur l'utilisation massive de la chimie et des énergies fossiles (engrais, pesticides, mécanisation, transport à grande distance...). En fait, ce livre est beaucoup plus que cela. D'une part parce qu'il ne s'intéresse pas qu'à l'agriculture mais à toutes les formes de production, d'échange et d'utilisation de biomasse (agriculture mais aussi élevage, pêche, forêt, etc.). D'autre part (et surtout) parce qu'il établit un lien entre la capacité d'un pays à produire et à capter de la biomasse et sa position hégémonique par rapport aux autres pays. En effet, des origines de l'humanité jusqu'au XVIIIe siècle, la biomasse a joué un rôle de premier plan comme source de matériaux et d'énergie. La « richesse et la puissance » d'un pays dépendant de sa capacité à accumuler des quantités croissantes d'énergie et de matière, il n'est dès lors pas étonnant que la biomasse ait joué un rôle déterminant dans la croissance et le déclin des royaumes et des empires. Ce que nous donne ce livre, c'est donc une clef permettant de relire plusieurs millénaires d'histoire.

Certes, dira-t-on. Mais tout ceci appartient au passé. Depuis la révolution industrielle du XIXe siècle, les énergies fossiles ont relégué la biomasse au second plan. À présent, l'humanité sait mobiliser les produits du sous-sol pour fabriquer de l'énergie ou des matériaux de synthèse. Elle a su s'affranchir de la dépendance à la biomasse et les ressorts de la richesse et de la puissance sont désormais ailleurs. C'est vrai. Mais cela ne va pas durer. En effet (et c'est la thèse qui sous-tend le livre), compte tenu de l'épuisement des ressources (pic des phosphates, pic du pétrole, etc.) et des pollutions induites par l'utilisation des énergies fossiles (pollutions dont le réchauffement climatique n'est qu'un exemple parmi d'autres), un retour à la biomasse comme source principale d'énergie et de matériaux s'imposera. Ce que ce livre nous invite à faire, c'est à prendre de la hauteur, à adopter une perspective large dans le temps et dans l'espace. À considérer qu'à l'échelle de l'histoire humaine, les énergies fossiles n'auront représenté qu'une petite parenthèse de quelques siècles. Une parenthèse qui, lorsqu'elle se refermera, nous laissera une planète abimée et polluée et une population multipliée par sept ou huit. C'est cette parenthèse que le livre se propose d'analyser, depuis le moment où elle s'est ouverte jusqu'à nos jours.

Le récit commence au XVIe siècle dans les Provinces-Unies (l'ancêtre des Pays-Bas actuels), c'est-à-dire au moment et à l'endroit où l'économie solaire qui avait constitué la base de toutes les sociétés humaines (d'abord avec les chasseurs-cueilleurs, puis – depuis la révolution du Néolithique – avec l'agriculture et l'élevage) va commencer à s'effacer pour laisser la place à l'économie minière (fondée non plus sur la biomasse vivante mais sur la biomasse du passé accumulée dans le sous-sol). Les Provinces-Unies occupaient alors une position hégémonique au sein de l'économie-monde européenne et la première partie du livre est précisément consacrée à analyser les ressorts de cette hégémonie. Celle-ci reposait essentiellement sur des importations massives de biomasse (céréales, fibres, bois, etc.) en provenance des pays de la mer du Nord et de la Baltique et sur l'exploitation des ressources de la mer (pêche, chasse à la baleine, etc.). Capter cette biomasse lointaine par le commerce nécessitait de contrôler les mers et d'avoir quelque chose à offrir en contrepartie : produits transformés (manufactures) ou services (crédit, assurance, transport, etc.). Les Provinces-Unies ont réussi à acquérir cette domination dans le secteur des manufactures par une grande maîtrise technique (utilisation de machines) et par une utilisation judicieuse des énergies naturelles (moulins à vent, canaux qui reliaient entre elles les différentes villes et régions du pays). La puissance militaire n'était bien sûr pas absente de cette stratégie : pour le contrôle des mers mais aussi pour s'assurer certains monopoles d'importation comme l'illustre le cas de la célèbre Compagnie des Provinces-Unies pour les Indes orientales qui contrôlait l'importation en Europe des produits d'Asie. Ce modèle reproduisait à plus grande échelle celui des cités-États italiennes (Venise, Gênes, etc.) qui avaient occupé un rôle hégémonique dans la période précédente. La principale différence reposait sur l'utilisation (encore modeste il est vrai) d'une énergie fossile (la tourbe) pour faire tourner certaines manufactures.

La partie II décrit la rivalité entre la France et l'Angleterre pour devenir le nouvel hégémon. Elle montre que les deux pays s'appuient sur la même doctrine (que plus tard on qualifiera de « mercantilisme ») axée sur i) l'exploitation de la biomasse de leurs colonies américaines et ii) la mobilisation accrue des ressources du territoire national. À ce jeu, l'Angleterre l'emporte, principalement parce qu'elle est beaucoup

plus dynamique que la France dans la mise en œuvre de i) la « révolution agricole » (adoption à grande échelle de nouvelles techniques agricoles – venues de la Hollande et des Flandres – reposant essentiellement sur des rotations de cultures impliquant des légumineuses pour alimenter les sols en azote) et ii) la « révolution industrielle » (utilisation massive d'une énergie fossile – le charbon – pour faire tourner les manufactures).

La partie III décrit le fonctionnement de l'économie anglaise après qu'elle est devenue le nouvel hégémon. Certains éléments qui avaient joué un rôle important dans l'ascension de l'Angleterre (biomasse des colonies, révolution agricole) passent au second plan : certains pays des Amériques (dont les États-Unis en 1776) accèdent à l'indépendance et, face à l'essor de son industrie, l'Angleterre en vient à sacrifier son agriculture pour maintenir un approvisionnement en matières premières à bas prix (abolition de la protection douanière sur les céréales – les célèbres *corn laws* – en 1846). Le fonctionnement de l'hégémon anglais paraît alors très semblable à celui des Provinces-Unies au moment où elles étaient elles-mêmes hégémoniques : devenue l'atelier du monde grâce à son industrie basée sur le charbon, l'Angleterre importe massivement de la biomasse. La principale différence tient au changement d'échelle : massives, les importations anglaises de biomasse se traduisent par une mise à contribution de l'ensemble de la planète (développement de la production sur tous les continents dans une logique de fronts pionniers). L'autre grande différence consiste dans l'utilisation massive d'une énergie fossile (le charbon) dans l'industrie mais aussi dans le transport (bateaux à vapeur, chemin de fer), ce qui induit une première mondialisation : dès la fin du XIXe siècle, l'unification des prix à l'échelle mondiale est acquise.

La partie IV présente la rivalité entre l'Allemagne et les États-Unis pour succéder à l'hégémon anglais affaibli par la première guerre mondiale. Avec le développement de la chimie en Allemagne, deux nouveaux pas vont être franchis dans l'utilisation des énergies fossiles (jusqu'ici cantonnée à la production d'énergie pour l'industrie et le transport). Premièrement, la fabrication de produits de synthèse (d'abord des colorants et des teintures, puis des tissus, des explosifs, des produits pharmaceutiques, etc.) : pour la première fois, les produits du sous-sol ne fournissent pas que de l'énergie mais aussi des matériaux. Un processus est enclenché qui conduira ces produits de synthèse à remplacer la biomasse dans tous ses usages non alimentaires (se loger, s'habiller, se chauffer, se déplacer, etc.), induisant la spécialisation de l'agriculture vers la seule satisfaction des besoins alimentaires. Le deuxième pas décisif accompli par la chimie allemande est l'utilisation d'énergie fossile pour produire de la biomasse : invention des engrais chimiques qui va conduire à une augmentation vertigineuse des rendements et va orienter toute la recherche agronomique (sélection de variétés qui « répondent » aux engrais, etc.). Pourtant, en dépit de l'avance technologique prise par l'Allemagne, ce sont les États-Unis qui finiront par s'imposer. Leur territoire est beaucoup plus vaste que celui de l'Allemagne, riche en énergie fossile (pétrole) et puis ils sont « à l'abri des suicides collectifs qui ravagent l'Europe ».

Devenus le nouvel hégémon (partie V), les États-Unis appliquent à grande échelle le modèle allemand : utilisation du pétrole non seulement comme source d'énergie pour l'industrie et les transports mais aussi pour produire des matériaux de synthèse (la focalisation de l'agriculture sur l'alimentation se renforce) et de la biomasse (l'agriculture devient de plus en plus basée sur l'utilisation massive d'intrants chimiques, engrais ou pesticides). Le modèle de l'agriculture chimique connaît différents « perfectionnements », le plus notable étant la mécanisation (tracteurs, moissonneuses-batteuses, etc.). L'hégémon américain se distingue assez nettement des hégémons précédents : compte tenu de l'utilisation du pétrole pour produire de la biomasse (agriculture chimique) ou des alternatives à la biomasse (matériaux de synthèse), la captation de la biomasse n'est plus un enjeu. Pour la première fois sans doute dans l'histoire humaine, un hégémon devient exportateur net de biomasse. Le modèle économique américain fondé sur l'utilisation massive des énergies fossiles s'est ensuite diffusé à une grande partie de la planète, générant par là même la montée en puissance de rivaux, potentiels prétendants à l'hégémonie.

La dernière partie du livre (partie VI et conclusion) discute d'un éventuel déclin de l'hégémonie américaine et de la possible montée de la Chine comme futur hégémon. Cette partie est bien sûr plus difficile à mener que les précédentes et ses conclusions sont moins assurées. En dépit d'une prise de conscience croissante des problèmes qu'elle pose (épuisement des ressources, pollutions), l'économie minière (reposant sur les énergies fossiles) reste peu remise en cause. S'il est vrai que le développement des agrocarburants constitue une rupture de la tendance historique au resserrement des usages de la biomasse sur la seule alimentation, il ne constituera pas un vrai moteur de changement tant que le maïs, le colza ou la canne à sucre utilisés pour fabriquer ces agrocarburants seront produits par l'agriculture de la chimie. Or, selon l'heureuse formule du livre, celle-ci a « de moins en moins de croyants mais de plus en plus de pratiquants ». Dans ce domaine, le changement le plus notable réside dans la réforme de la politique chinoise qui semble évoluer vers moins de production agricole (pour éviter les pollutions et l'épuisement des ressources en eau) et plus d'importations (développement de la stratégie de la « route de la soie »). Si cette évolution se confirme, la Chine comme nouvel hégémon pourrait

mobiliser la planète pour l'approvisionner en biomasse comme l'avait fait (à plus petite échelle) l'Angleterre au XIXe siècle et les Provinces-Unies aux XVIe et XVIIe siècles. Les problèmes environnementaux seraient alors exportés vers les pays qui fourniraient la Chine en biomasse et les clés de l'invention (ou pas) d'un modèle agricole alternatif à celui de l'agriculture chimique seraient entre les mains de ces pays.

Le lecteur l'aura compris, ce livre est une contribution colossale à la réflexion sur les modèles agricoles, leurs trajectoires passées et leurs futurs possibles. Au-delà de l'agriculture, c'est toute l'économie (et la place de la biomasse dans l'économie) qu'il invite à repenser.

Franck Galtier
(Cirad, UMR MOISA, Montpellier, France)
galtier@cirad.fr

Le grand dérangement.
D'autres récits à l'ère de la crise climatique
Amitav Ghosh
Wildproject, 2021, 224 p.

Les fictions produites par des écrivains sont rarement abordées dans la littérature scientifique si ce n'est par les historiens qui étudient la culture d'une époque passée à la lumière des représentations véhiculées par les arts. Ce que disent les œuvres littéraires actuelles sur notre époque est moins étudié. Amitav Ghosh, romancier indien anglophone, propose de combler ce manque par une interprétation très stimulante de notre rapport à la crise climatique à la lumière de la littérature de fiction, dans un essai publié en 2016[2] qui vient d'être traduit en français.

Cet essai est structuré en trois parties inégales. La longue première partie intitulée « Récits » est une analyse réflexive des canons qui dominent l'écriture romanesque moderne depuis le XIXe siècle et qui entretiennent la folie collective qui nous précipite dans la crise climatique (le grand dérangement du titre). La courte deuxième partie « Histoire » est un point de vue asiatique et décolonial sur l'anthropocène. La dernière partie « Politique » critique la gouvernance actuelle du climat à la lumière des impensés mis en évidence dans les deux parties précédentes.

Récits

À rebours de la métaphore de la grenouille plongée dans une eau qui se réchauffe lentement, Ghosh ne croit pas que notre inertie face au changement climatique soit due au caractère graduel du phénomène. Au contraire, en relatant plusieurs catastrophes liées au changement climatique, il montre de manière convaincante que ce changement n'est progressif que dans les moyennes calculées par les modèles et que la réalité vécue par les populations relève plutôt d'un traumatisme comparable à celui vécu par la grenouille plongée dans l'eau bouillante. Pourtant, les destructions colossales, les ouragans meurtriers, les incendies gigantesques, les pertes de terre soudainement submergées par la mer ne provoquent pas le sursaut des populations que laisse imaginer l'expérience de la grenouille, comme si notre culture oubliait vite ce déchaînement des forces naturelles.

Pour aborder ce paradoxe, Ghosh part de son expérience personnelle d'écrivain qui ne parvient pas à incorporer dans un roman l'expérience qu'il a vécue d'une tornade extrêmement violente en 1978 à Delhi. Montrant la faible place accordée au changement climatique dans la littérature, il dénonce l'enseignement littéraire qui disqualifie toute trame narrative qui serait soumise aux caprices de la nature. Faire basculer le destin d'un personnage du fait d'une catastrophe naturelle peu probable déroge aux « conventions littéraires qui ont façonné l'imagination narrative précisément durant la période où l'accumulation de carbone dans l'atmosphère réécrivait la destinée de la Terre » (p. 17). La thèse de Ghosh est que le roman moderne est né en Occident pour offrir un « plaisir narratif à la nouvelle régularité de la vie bourgeoise » (p. 30) qui n'a pas à se préoccuper de la survenue d'événements naturels rares et qui se désintéresse des luttes collectives au profit des états d'âme d'individus. La nature passe alors au second plan du roman, uniquement perçue à travers les yeux du narrateur. Les romans donnant trop de place au collectif ou aux déchaînements des éléments naturels seraient sévèrement jugés par la critique littéraire, qui leur reprocherait d'être difficiles à suivre et peu plausibles. L'écrivain de littérature sérieuse devrait au contraire limiter le nombre de ses personnages et faire en sorte que les péripéties qui surviennent soient largement imputables à certains d'entre eux. Les œuvres qui ne suivraient pas ces deux contraintes seraient de la littérature de deuxième ordre, comme celle que lit Madame Bovary. Ghosh réinterprète en effet l'héroïne de Flaubert comme une pré-moderne qui se passionne pour des récits peu plausibles en total décalage avec la régularité de la vie bourgeoise. Ainsi, si la modernité est pour Latour un grand partage entre l'humain et le non-humain, elle se traduit pour Ghosh par un grand partage entre la littérature sérieuse d'un côté et la science-fiction ou l'épopée pré-moderne de l'autre. Le roman moderne aurait ainsi habitué nos esprits à évacuer les phénomènes extrêmes, alors que dans le même temps il accompagnait

[2] Ghosh A., 2016. *The great derangement. Climate change and the unthinkable*, Chicaco, The University of Chicago Press.